



## ***Le Secrétaire Général***

Monsieur Philippe de LADOUCETTE  
Président  
Commission de Régulation de l'Energie  
15, rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 15 septembre 2016

### **Objet : Consultation publique sur le TURPE 5**

Monsieur le Président,

Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Électriques et Gazières, la CFE Énergies répond, par la présente, à la consultation publique que vous avez lancée le 27 juillet 2016 sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

Comme indiqué à de multiples reprises, la CFE Énergies est convaincue qu'avec le développement des énergies renouvelables et demain du stockage, l'émergence de l'autoconsommation et de nouveaux modes de consommation favorisés par la digitalisation, les réseaux électriques sont plus que jamais au cœur de la révolution énergétique de ce siècle, de la transition énergétique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de notre pays comme de l'Europe.

La CFE Énergies considère que les réseaux électriques sont des infrastructures essentielles de notre pays qui relèvent, à ce titre, de la préservation de la souveraineté nationale. Grâce aux perspectives des réseaux électriques intelligents, ils constituent de puissants relais d'innovation et contribuent à la relance industrielle de la France et à la création d'emplois durables et qualifiés.

Dans ce contexte, la CFE Énergies estime que la Commission de Régulation de l'Énergie a la responsabilité de construire un tarif favorable à l'investissement, compréhensible pour les consommateurs, adapté aux innovations majeures telles que l'autoconsommation et la mobilité électrique. Son niveau doit être suffisant pour maintenir la qualité de service pour les consommateurs. Il en va également du soutien à la politique industrielle portée par la transition énergétique et au développement des filières industrielles de l'électricité dans lesquelles les entreprises françaises ont toujours eu un leadership mondial reconnu et qu'il est crucial de conforter dans l'intérêt du pays et de son rayonnement industriel et technologique.

1/3

**LA CFE ÉNERGIES,**  
**100% LIBRES... 100% VOUS !**

**CFE-CGC ÉNERGIES**

59 rue du Rocher

75008 PARIS

[www.cfe-energies.com](http://www.cfe-energies.com)

[contact@cfe-energies.com](mailto:contact@cfe-energies.com)



Or nous constatons que votre dernière proposition tarifaire conduirait à une évolution du TURPE de 0 % à 2,5 % sur la période tarifaire considérée : compte-tenu de la part dévolue au réseau de transport de RTE, ceci conduirait à une baisse de -2 % à 0 % de la part distribution du tarif. Cette approche entraînerait une réduction des investissements sur les réseaux de distribution publique et une pression excessive sur l'ensemble des moyens alloués à l'amélioration de leur qualité et à leur modernisation. Elle mettrait les gestionnaires de réseaux de distribution dans l'incapacité de relever les défis de la transition énergétique. Elle conduirait à une baisse de la qualité de service rendu aux usagers du service public de la distribution publique d'électricité et mettrait en péril l'intégrité d'une infrastructure publique essentielle, indispensable au maintien de la souveraineté nationale de la France.

Le modèle historique français d'organisation du secteur électrique, voulu par les pouvoirs publics et compatible avec le droit européen, repose sur un modèle intégré qui est encore aujourd'hui celui du groupe EDF. Dans ce contexte, nous considérons que le régulateur devrait privilégier une trajectoire tarifaire qui incite à l'investissement tout en intégrant les spécificités du modèle historique français d'organisation du secteur électrique (plutôt que d'appuyer son analyse sur des consultants déconnectés des réalités du système électrique français, qui en ont une vision chimérique occultant le nécessaire respect des codes réseaux).

Il est par ailleurs essentiel que le TURPE permette l'autofinancement des projets d'investissement d'Enedis et plus largement des gestionnaires des réseaux de distribution. Votre posture incitant depuis plusieurs années Enedis à recourir à l'emprunt pour financer ses investissements nous semble dogmatique, et irréaliste au regard de la situation du groupe intégré EDF dont le niveau de dette consolidée interdit à Enedis de recourir à l'emprunt.

Plus globalement, la CFE Énergies ne comprend pas pourquoi vous n'avez pas davantage pris en compte les propositions tarifaires de RTE et d'Enedis, alors qu'elles permettraient de bâtir un TURPE 5 gardant le meilleur rapport qualité / prix européen. De plus, la CRE mésestime l'évolution des impôts et taxes auxquels les gestionnaires de réseaux, et en particulier RTE, sont confrontés, ainsi que les effets des rabais tarifaires consentis aux clients électro-intensifs.

Qu'il s'agisse de l'évolution en niveau du tarif ou bien des modalités de la régulation incitative, votre proposition instaurerait un système déconnecté des enjeux auxquels les réseaux électriques sont confrontés, et ce, sans reposer sur une approche économique. En privilégiant une rémunération du capital sous-dimensionnée, la CRE enverrait un signal clairement défavorable aux investissements et aux politiques de responsabilité sociale des gestionnaires de réseaux : la CFE Énergies défend une rémunération du capital basée sur les critères économiques normalement appliqués à la conception tarifaire et tenant compte de la longue durée de vie des actifs de réseaux. Ainsi, le taux sans risque doit mieux prendre en compte la stabilité recherchée et le caractère « long terme » des actifs particuliers que sont les réseaux, ainsi qu'un bêta de l'actif défini sur la base d'un benchmark européen des régulations et d'une comparaison avec les bêtas du secteur gazier pour s'assurer que les risques sectoriels sont bien appréhendés.

Sans revenir sur les analyses exposées dans notre courrier du 23 juin 2016, nous réaffirmons la nécessité de rééquilibrer sans délai la structure tarifaire autour d'une part fixe plus importante pour une meilleure prise en compte de la composante puissance : cette dernière est indispensable, compte tenu du rôle du réseau électrique dans la gestion des écarts de pointe de production et de consommation (notamment en début de soirée) et dans l'équilibre inter-territoires. Ignorer ces réalités conduirait à un TURPE 5 ne préparant pas l'avenir du système électrique français.

En outre, la CRE semble renoncer à utiliser la faculté que le législateur lui a donnée par l'article 153 de la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte de construire un tarif sur une base économique, comme l'ont fait tous les autres régulateurs européens. Ceci conduit à faire perdurer une méthode tarifaire complexe, illisible, défavorable à l'investissement, incohérente avec les objectifs et dispositions de la loi du 17 août 2015.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de réouvrir le débat tarifaire sur de nouvelles bases permettant, d'ici l'été 2017, de doter la France d'un tarif répondant réellement aux défis du pays et du 21ème siècle. Pour donner le temps nécessaire à cette construction, nous souhaitons que TURPE 4 aille à son terme, c'est-à-dire jusqu'en décembre 2017.

La CFE Énergies espère que son analyse et ses recommandations seront étudiées avec attention par vos services. À cette fin, nous souhaiterions être auditionnés pour vous exposer plus avant nos analyse et propositions.

En vous en remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

PO

William VIRY-ALLEMOZ

D. Laboué